

Job Description

Agency	UNDP
Title	Porte-Parole chargé des relations extérieures
Job ID	14849
Practice Area - Job Family	Crisis Prevention and Recovery
Vacancy End Date	23/03/2018 (Midnight New York, USA)
Time Left	10d 11h 12m
Duty Station	Bangui, Central African Republic
Education & Work Experience	G-Bachelor's Level Degree - 7 year(s) experience, I-Master's Level Degree - 5 year(s) experience
Languages	Required: French Desired: English
Grade	SB4
Vacancy Type	Service Contract (SC)
Posting Type	External
Bureau	Africa
Contract Duration	6 mois

[Return to Previous Page](#)[Email to Friend](#)[Apply Now](#)

Background

Depuis décembre 2013, la République centrafricaine (RCA) traverse un conflit violent et ses institutions connaissent une crise profonde. Plus d'un million de personnes ont été déplacées et toutes les parties au conflit ont été impliquées dans de graves violations et abus des droits de l'homme ainsi que du droit international humanitaire (DIH). Ces violations et abus incluent le meurtre, la torture, les violences sexuelles et celles basées sur le genre. On estime qu'entre 3.000 et 6.000 personnes ont été tuées depuis le début de la crise de 2013. Ces chiffres ne reflètent pas l'ampleur réelle des crimes commis et leur impact sur la société centrafricaine. Le pays est encore dans une situation d'instabilité et presque toutes les zones habitées en dehors de Bangui sont toujours sous le contrôle ou l'influence des groupes armés. L'impunité totale pour les crimes commis lors des précédents conflits et la faiblesse des institutions centrafricaines sont les causes majeures du conflit en cours.

Cette situation a conduit les autorités centrafricaines, appuyées par la communauté internationale, à prendre des mesures destinées à lutter contre l'impunité pour les crimes graves qui ont été commis. C'est ainsi qu'en août 2014 est intervenue la signature d'un Mémoire d'entente entre le Gouvernement centrafricain et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en Centrafricaine (MINUSCA). Par ce Mémoire, le Gouvernement s'était engagé à créer par voie législative, une Cour pénale spéciale (CPS). En exécution de cet engagement, la République centrafricaine a promulgué en juin 2015, la loi organique n°15.003 portant création, organisation et fonctionnement de la CPS. Créée pour une durée de cinq ans renouvelables, la CPS est compétente pour enquêter, instruire et juger les violations graves des droits de l'homme et les violations graves du droit international humanitaire, commises sur le territoire de la République centrafricaine depuis le 1er janvier 2003, telles que définies par le Code pénal centrafricain et en vertu des obligations internationales contractées par la République centrafricaine en matière de droit international, notamment le crime de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, objets des enquêtes en cours et à venir.

L'originalité de cette Cour est que tout en étant d'essence nationale, elle s'inspire du droit et des pratiques internationales en vigueur au sein des juridictions internationales et la loi qui la crée, prévoit un mécanisme de collaboration avec la CPI. La composition de cette Cour est mixte avec en son sein des magistrats nationaux et des magistrats internationaux.

Soutenant l'initiative de la Centrafrique de lutter contre l'impunité des violations des droits de l'homme, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a confié à la MINUSCA au nombre de ses tâches prioritaires, de faciliter la coordination et la mobilisation de l'appui bilatéral et multilatéral en faveur de la mise en place et du bon fonctionnement de la CPS. Il s'agit dans les faits, d'apporter une assistance technique aux autorités centrafricaines, en association avec d'autres partenaires internationaux. C'est dans ce cadre que la MINUSCA et le PNUD ont élaboré un projet conjoint d'appui à la CPS, qui a été signé par le Gouvernement et les Nations Unies et co-signé par les ambassadeurs des Etats Unis et de la France en RCA, le 26 août 2016.

L'opérationnalisation de la CPS est actuellement dans sa phase active avec un nombre de personnel nationale et internationale déjà en place, y compris le Procureur Spécial, son adjoint et ses deux substituts, de même que quatre juges d'instruction; un juge de la Chambre d'accusation spéciale et le greffier en chef, cinq greffiers, le secrétaire en chef du parquet spécial et trois secrétaires du parquet.. Deux juges de la Chambre d'accusation spéciale sont également nommés.

Dans le cadre de l'opérationnalisation de la CPS, la MINUSCA et le PNUD recherchent un/e Porte-Parole pour se charger des activités d'information publique et de relations extérieures pour la CPS, notamment en expliquant son cadre juridique, son progrès, ses activités, ses besoins et ses procédures aux parties prenantes externes. Le titulaire sera le point de contact pour les principales parties prenantes externes et sera responsable de la diffusion des informations sur la CPS au public, y compris les bailleurs, les médias, la société civile, et la population générale.

Duties and Responsibilities

Structure hiérarchique : Le/la Porte-Parole travaillera sous l'autorité du Président ou du Procureur Spécial en cas d'absence du Président, et sous la supervision directe du Greffier en chef adjoint de la CPS. Sur le plan administratif, il/elle sera géré par le Chef du Projet Conjoint d'Appui à la CPS administré par le PNUD.

Responsabilités : Le / la titulaire mettra en œuvre toutes les activités d'information et de relations extérieures de la Cour, notamment en expliquant son cadre juridique, ses procédures et ses décisions. Il/elle travaille en étroite collaboration avec le Chef de l'Unité Appui à la CPS de la MINUSCA et la chargée de communication et de sensibilisation du Projet Conjoint d'Appui à la CPS. Le/la titulaire sera le point de contact vis-à-vis des principales parties prenantes externes, conseillera le Président et le Greffe sur la politique et la stratégie, suivra les communications externes de la CPS, diffusera les informations sur la CPS au public et garantira l'intégrité de la politique de communication institutionnelle de la Cour, en accord avec le plan de communication.

Plus précisément, le/la titulaire entreprendra les tâches suivantes :

- Sous l'autorité du Président ou du Procureur Spécial en son absence, et sous la supervision directe du Greffier en chef adjoint, agir en tant que point focal pour toutes les relations de la CPS avec tous les acteurs externes, y compris les États membres des Nations Unies, dans toutes les questions relatives à la CPS (Chambres et unités relevant du Greffe). Rédiger ou réviser la correspondance adressée aux représentants du gouvernement, aux agences des Nations Unies, aux ONG, à la société civile et au secteur privé.
- Sous l'autorité et avec l'autorisation du Président ou du Procureur Spécial en son absence, être le porte-parole du Président et du Greffe de la CPS, en donnant des entrevues aux médias, faire publier les communiqués de presse; fournir des informations pertinentes aux médias sur les activités de la Cour par le biais de points de presse et d'autres moyens ; organiser et modérer des conférences de presse pour les hauts fonctionnaires de la Cour, y compris le Président, le Procureur Spécial, le Greffier et / ou leurs adjoints ; examiner les demandes d'entrevue au besoin ; en consultation avec le Président, répondre à tout rapport incorrect sur les activités juridiques et autres de la Cour ; et si besoin en est, superviser l'accès des médias à la Cour, par exemple, pour les événements d'un intérêt particulier.
- En consultation avec le Président ou le Procureur Spécial en son absence, et en étroite collaboration avec le Chef de l'Unité Appui à la CPS de la MINUSCA et la chargée de communication et de sensibilisation du Projet Conjoint d'Appui à la CPS, développer et mettre en œuvre la stratégie de communication de la Cour en identifiant les publics cibles et en développant les principaux messages.
- Sous l'autorité du Président ou le Procureur Spécial en son absence, représenter la CPS dans les réunions et les conférences ; prendre la parole et faire des présentations aux groupes sur le travail et les activités juridiques de la CPS; organiser des séminaires, des conférences et des événements publics sur les principaux développements, problèmes et événements concernant les activités de la Cour.
- Donner des conseils stratégiques aux hauts fonctionnaires et au personnel de la Cour sur les relations extérieures, les affaires publiques, la communication et les relations publiques de la Cour.
- Développer et maintenir un vaste réseau de contacts et de partenariats en RCA comme à l'extérieur. Les principaux contacts comprennent les autorités publiques et d'autres organismes gouvernementaux, les institutions judiciaires, les médias, la société civile et les institutions non gouvernementales, les associations professionnelles, les universités et autres établissements d'enseignement, les associations de victimes et les citoyens.
- Développer des activités de renforcement des capacités des médias, en consultation avec le Président, le Procureur Spécial et le Greffier en chef adjoint et en étroite collaboration avec le Chef de l'Unité Appui à la CPS de la MINUSCA et la chargée de communication et de sensibilisation du Projet Conjoint d'Appui à la CPS.
- Effectuer toute autre tâche rendue nécessaire par sa fonction.

Competencies

- Excellente capacité de communication, d'expression écrite et orale et capacité à formuler des idées de manière claire et concise.
- Excellente capacité d'analyse, de raisonnement, de prise de décision, de rédaction et une capacité à trouver des solutions novatrices ;
- Gestion des relations et partenariats, capacité de s'engager avec d'autres agences / parties ;
- Maîtrise de l'outil informatique et des technologies de la communication ;
- Capacité à établir les priorités, à planifier les tâches et à travailler sous pression. Discrétion, sens moral élevé, impartialité, intégrité et respect de la déontologie ;

- Respect des différences culturelles, de genre, de religion, de race, d'âge et de nationalité ;
- Aptitude à traiter ses collègues équitablement et sans favoritisme.

Compétences de base	
Innovation <i>Capacité à faire fonctionner des idées novatrices et utiles.</i>	Niveau 3: adaptation des livrables aux besoins des clients
Leadership <i>Capacité de persuader les autres à adopter ses idées</i>	Niveau 3: Chercher et reconnaître de manière proactive la contribution des autres
People Management <i>Capacité d'améliorer la performance et la satisfaction</i>	Niveau 2: accepte la prise de responsabilités
Communication <i>Capacité d'écoute, de persuasion et adaptation des réponses aux attentes de son audience</i>	Niveau 3: Capacité de partager les informations ou opinions de manière adaptable et flexible et capacité d'apprécier le niveau de complexité
Delivery <i>Capacité de compléter ses tâches tout en faisant preuve de bon jugement</i>	Niveau 3: Capacité de résoudre des situations critiques comme stipulé par les valeurs fondamentales des Nations Unies

Compétences techniques/ fonctionnelles	
Plaidoyer <i>Aptitude à concevoir et mettre en œuvre des campagnes stratégiques à court / long terme et à effectuer des activations personnalisées pour mettre en évidence la position du PNUD et soutenir le plaidoyer basé sur les problèmes.</i>	Niveau 3: Mise en œuvre et gestion Exercice des compétences et connaissances de façon indépendante, capacité de gestion des responsabilités personnelles et collectives applicables à son domaine de travail
Construction de partenariats stratégiques <i>Aptitude à développer, maintenir et renforcer des partenariats avec d'autres à l'intérieur (programmes / projets) ou en dehors de l'organisation, qui peuvent fournir des informations, une assistance et un soutien</i>	Niveau 3: Mise en œuvre et gestion: Exercice des compétences et connaissances de façon indépendante, capacité de gestion des responsabilités personnelles et collectives applicables à son domaine de travail
Connaissances techniques	Niveau 3: Mise en œuvre et gestion: Exercice des compétences et connaissances de façon indépendante, capacité de gestion des responsabilités personnelles et collectives applicables à son domaine de travail

Orientation client <i>Aptitude à répondre promptement aux besoins des clients internes et externes.</i>	travail Niveau 3: Mise en œuvre et gestion: Exercice des compétences et connaissances de façon indépendante, capacité de gestion des responsabilités personnelles et collectives applicables à son domaine de travail
---	--

Required Skills and Experience

Education:

- Diplôme universitaire (maîtrise ou équivalent) en droit, communication, journalisme, relations publiques, relations internationales, science politique ou similaire.
- Un diplôme universitaire de premier cycle assorti de deux années supplémentaires d'expérience professionnelle peut être accepté à la place du diplôme universitaire supérieur.

Experience:

- Au moins 5 années d'expérience professionnelle pertinente dans les domaines du droit, des relations extérieures, des affaires internationales, de l'information publique et/ou des médias;
- Expérience avérée dans les formations des tiers est un atout.
- Bonne connaissance du système de droit romano-germanique, de droit international pénal, droit international humanitaire et/ou des droits de l'homme, et/ou du fonctionnement des tribunaux pénaux internationaux (internationalisés ou hybrides) est désirable.
- Bonne connaissance du contexte politique en RCA.
- Excellente maîtrise de l'outil informatique et des logiciels de bureautique de base (Word et Excel) exigée.

Langues:

- La maîtrise du sango et du français oral et écrit est obligatoire.
- Une bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit est fortement souhaitable.

Autres:

- Connaissance d'autres langues des Nations Unies serait un atout.
- Environnement non-fumeur

Disclaimer

Important applicant information

All posts in the SC categories are subject to local recruitment.

Applicant information about UNDP rosters

Note: UNDP reserves the right to select one or more candidates from this vacancy announcement. We may also retain applications and consider candidates applying to this post for other similar positions with UNDP at the same grade level and with similar job description, experience and educational requirements.

Workforce diversity

UNDP is committed to achieving diversity within its workforce, and encourages all qualified applicants, irrespective of gender, nationality, disabilities, sexual orientation, culture, religious and ethnic backgrounds to apply. All applications will be treated in the strictest confidence.

Scam warning

The United Nations does not charge any application, processing, training, interviewing, testing or other fee in connection with the application or recruitment process. Should you receive a solicitation for the payment of a fee, please disregard it. Furthermore, please note that emblems, logos, names and addresses are easily copied and reproduced. Therefore, you are advised to apply particular care when submitting personal information on the web.

[Return to Previous Page](#)

[Email to Friend](#)

[Apply Now](#)